

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 16.

Paris. Départ.
3 mois. 6 fr. 9 fr.
6 — 12 18
Un an. 24 36

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CANAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16.



Les ateliers étant fermés à l'occasion de la fête de la Fraternité, le journal ne paraîtra pas demain vendredi, 21 avril.

Paris, 19 avril.

Le 16 mars dernier, dans notre article intitulé *Le Sunderbund français*, nous disions : « Les jésuites n'étaient pas tous en Suisse. » Cette appréciation nous était fournie par la liste des membres du *Club républicain pour la liberté des élections*. Afin de bien faire ressortir le sens moral, la bonne foi, la loyauté chevaleresque des héros de ce club, nous citions, d'après l'*Assemblée nationale*, qui se garda bien de nous démentir, elle si polie, les noms de ces républicains nouveaux. C'étaient MM. duc de Richelieu, duc de La Force, duc de Fezensac, duc d'Estissac, comte d'Anthouard, comte Beugnot, duc de Noailles, vicomte Lemerrier, de Crillon, de Noé, de Vatisménil, de Chastellux, Hennecart, Liadières, Viennet, président, etc., etc.; nous en passons quelques-uns sans pouvoir nous permettre, toutefois, d'oublier aujourd'hui M. le duc d'Escars, qui, par modestie sans doute, demeurait perdu dans les etc...

Aujourd'hui l'*Assemblée nationale* nous met véritablement dans l'embarras. Elle est, dit-elle, trop polie pour nous démentir à propos des cris proférés sur les Montagnards et les Girondins. Nous voudrions bien pouvoir lui rendre courtoisie pour courtoisie; mais comment faire? De quel langage user en présence de faits et de témoignages notoires? L'*Assemblée nationale* était dans les rangs de la garde nationale, d'où elle a pu tout voir et tout entendre. Loin de nous l'idée de contester sa présence; elle y était, sans doute, aussi bien que MM. de Rambuteau et Molé, lesquels pourront se trouver d'accord avec elle. Bonne fortune, vraiment, car on sait quelle confiance le peuple conserve pour ces deux messieurs.

Ce qui est moins innocent de la part de l'*Assemblée nationale*, c'est la franchise de port créée, dit ce journal, en notre faveur. Une fois déjà nous avons démenti ce bruit; il faut pourtant recommencer aujourd'hui. L'ingénuité de l'*Assemblée nationale* l'inspire aussi bien quand elle cherche à prouver la non existence des complots réactionnaires. L'envoi de deux bataillons dirigés sur Amiens afin de contenir le zèle républicain de ceux qui veulent mettre un commissaire du Gouvernement à la lanterne, cet envoi, disons-nous, ne signifie rien; la mansuétude de ces modérés est bien connue; tous en font enseigne, si ce n'est pourtant à l'égard des hauts fonctionnaires délégués par le Gouvernement. Or, comment oserait-on parler de réaction en face d'actes si doux? Mettre le pistolet sur le front d'un commissaire pour le forcer à donner sa démission, ce n'est pas de la réaction cela, au contraire. — De la réaction? si donc! pour qui nous prenez-vous? — Pour ce que vous êtes, messieurs; offrissez-vous dix fois le cube d'un Liadières ou d'un Viennet *chef d'or*. Nous ajoutons même quelque chose de plus, répétition il est vrai; mais vous avez l'oreille si dure! il ne nous a pas plu, entendez-le une fois pour toutes, de nous souvenir de vos noms au 24 février; ce souvenir nous fut-il venu, ce n'eût pas été en bande de cinq ou six cents hommes que nous nous aurions appuyé le pistolet sur le front. Un seul suffisait avec les conditions loyales de la démocratie, chacun sa part de champ et de soleil.

J. CANAIGNE.

Ce que nous venons de dire semble suffire, au premier coup d'œil, pour répondre à l'impudence naïve de certains hommes, et pourtant il n'en est pas ainsi. Les quelques lignes suivantes, extraites du journal *la Liberté*, signé par M. Lepoitevin-Saint-Alme, nous imposent une nouvelle réponse à ce journal.

On lit dans la *Liberté* :

« Le secrétaire de M. Sobrier, rédacteur en chef du journal la *Commune de Paris*, distribuait aujourd'hui des numéros de ce journal sur la voie publique. Des gardes nationaux de la 5^e légion l'ont arrêté malgré les épaulettes dont il était porteur. Ses épaulettes lui ont été arrachées, ses habits déchirés. Déjà même la foule ameutée menaçait de lui faire un mauvais parti, quand un détachement de la garde urbaine, accouru à son secours, l'a sauvé des mains du peuple. »

Ce petit fragment renferme autant de faussetés que de mots : 1^o M. Sobrier n'est point rédacteur en chef de la *Commune de Paris*; M. Le Poitevin-Saint-Alme eût pu s'en convaincre s'il avait pris la peine de voir les *manchettes* du journal; 2^o il est faux que l'employé arrêté ait eu ses épaulettes arrachées, attendu qu'il n'en portait point; il se tient d'ailleurs à la disposition des braves qui se vanteraient de ce fait héroïque; 3^o il est faux que cet employé, qui n'est point le secrétaire de Sobrier, ait été arrêté par des gardes nationaux; sa marche a été entravée par deux jeunes élèves que nous avons vus et qui sont loin, nous les en félicitons, d'avoir quoi que ce soit de semblable avec l'esprit qui a dicté ce petit fragment.

J. CANAIGNE, rédacteur en chef.

UNION!

Le lendemain d'une révolution qui a remué la so-

ciété jusque dans ses bases, le rôle de tous les républicains sincères doit être essentiellement organisateur. Après la victoire il en faut recueillir les fruits. Pour cela l'association est nécessaire, l'unité de direction est indispensable : des efforts isolés aboutissent à la stérilité, l'individualisme engendre l'anarchie. On s'étonne que l'agitation générale ne donne pas de fruits, et après mille tiraillements on se surprend un beau jour en pleine stagnation. Que dis-je? l'esprit de réaction, qui ne s'est jamais endormi, a depuis longtemps repris l'avantage; les menées souterraines ne craignent plus de se montrer, la contre-révolution est manifeste. Si le peuple tout puissant ne venait avec ses masses dissoudre le nœud d'une coalition impie, il faudrait encore en venir aux mains avec ce qui s'est affaissé sous le mépris.

Ce mouvement s'accomplit en France à l'heure qu'il est; ce qui lui a permis de naître, de grandir jusqu'à inspirer quelques appréhensions, c'est l'empressement avec lequel on a divisé la puissance dont on disposait. L'esprit de coterie, au lieu de s'évanouir à jamais, a redoublé d'intensité chez les vainqueurs. Au lieu d'une association générale, puissante, formidable, nous avons eu une fragmentation de sociétés, de clubs et de réunions. Tout cela est disloqué, désagré, réduit en poussière. On a oublié sans doute que les atomes n'ont de puissance que par la cohésion; on a oublié le sens du principe que l'on vient d'introniser, solidarité, fraternité. Cette tendance à constituer les citoyens et les amis sur le pied de guerre les uns à l'égard des autres doit cesser au plus tôt. Prolongée encore quelques instants, elle aurait des conséquences funestes pour nous-mêmes et pour ceux qui viendront après nous; ce serait un crime de lèse-humanité.

Désormais la lumière n'est plus l'apanage d'un seul foyer, ni la science le rayonnement d'une seule intelligence. Nous avons détrôné les individus pour proclamer le droit des masses. Qu'elles règnent donc, et que les coteries abdiquent!

SOBRIER.

Depuis deux jours, la malveillance et l'ineptie colportent des bruits absurdes. Notre ami, Sobrier, qui montait un cheval noir, aurait été arrêté distribuant un manifeste communiste et appelant sans doute le peuple aux armes, à l'incendie, au pillage, à la dévastation. Les communistes, on le sait, ont la bosse de la destructivité aussi développée que les plus féroces des forçats. Mais là n'est point la question.

Le citoyen Sobrier a fait distribuer dans la journée d'hier un manifeste éminemment conciliateur et pas le moins du monde communiste, comme ont pu s'en convaincre ceux qui se sont donné la peine de le lire. Il est vrai que du mot *commune* au mot *communiste* il n'y a pas loin. Les réactionnaires, partisans de la régence, de Henri V et autres, ont-ils prétendu faire un mauvais jeu de mots? Quoi qu'il en soit, nous conseillons aux patriotes sincères de se tenir toujours en garde contre ces insinuations perfides, contre ces travestissements de souveraine impudence.

Le manifeste de la *Commune de Paris* est une réfutation du communisme. Socialiste de tout point, il invoque d'impérieuses réformes auxquelles on ne peut plus se soustraire et dont quelques-unes sont déjà réalisées. Les autres le seront demain. Les réacteurs ont beau s'émouvoir; leurs clabauderies rappellent le loup pris au piège : il hurle pour y entraîner les autres. Quoi que vous fassiez, la révolution sociale s'accomplira; d'infâmes privilèges cesseront avec les monstruosités de toute espèce qui les accompagnaient.

Nous sommes surpris que de graves journaux, le *Journal des Débats* entre autres, reproduisent le faux bruit relatif au citoyen Sobrier. Ils ne le nomment pas; mais l'allusion est transparente. Comment expliquer cet empressement?

DIMANCHE ET MARDI.

Quand le tambour appelle aux armes les citoyens, ceux-ci ont le droit de demander pourquoi, de quelle part et contre qui?

Dimanche, deux cent mille hommes ont répondu à l'appel du tambour; mardi, ils ont répondu encore. Ni la première ni la seconde fois ils n'ont connu le motif de leur prise d'armes.

Dimanche on avait dit : les communistes voulaient renverser le Gouvernement provisoire. — Mardi on disait que les communistes avaient enlevé des postes pendant la nuit et faisaient émeute rue Neuve-Coquenard.

L'empressement des milices citoyennes à venir affronter les dangers prétendus est une garantie des bonnes intentions qui l'animent. Certainement si les dangers eussent été réels, ils auraient disparu devant la présence des gardes nationaux intelligents. Mais chaque fois ce ne fut qu'un leurre, Dieu merci!

Qui donc se joue ainsi de notre ardeur à servir la patrie? Qui a fait battre le rappel?... Sommes-nous un peuple-enfant pour qu'on nous fasse descendre aussi facilement chaque jour dans la rue, parader en guerre, sous un prétexte vain et dans des intentions cachées. On fait un épouvantail de ce mot *communisme*. Mais ne sait-on pas bien que c'est une ficelle grossière, qu'on nous passe le mot, employée l'année dernière par les amis de Metternich pour expliquer — chose monstrueuse! — les massacres de la Galicie?

Nous voudrions savoir quelles manifestations dangereuses a tentées ce prétendu communisme, et aussi celles qu'espéreraient tenter les communistes véritables.

Discutons, s'il le faut, avec les adeptes de vingt systèmes sociaux différents; mais ne souffrons pas que des intentions mauvaises ou des habiletés nous jettent dans des paniques continuelles.

Sommes-nous un peuple? Sommes-nous la France?

Citoyens, ne nous laissons pas circonvenir. Calculons toutes nos démarches, connaissons tous nos actes, apprécions toutes les paroles. De tels conseils ne peuvent pas être suspects.

La réaction, qui tout haut se nie elle-même et qui tout bas prétend nous abuser, la réaction impuissante mourra désespérée.

Les prises d'armes inutiles et fréquentes entretiennent et accroissent l'agitation et nuisent au travail. Ces hommes qui vivent d'une spéculation honteuse sur la misère publique ont seuls intérêt à provoquer de pareilles démonstrations, et ceux-là n'osent pas s'avouer.

Nous demandons qu'on les recherche et qu'on instruisse contre eux.

A NOS AMIS ET A NOS ENNEMIS.

Paris, le 19 avril 1848.

En face de l'outrecuidance des journaux réactionnaires, qui jusqu'à dimanche dernier se disaient plus républicains que nous, et qui depuis ont cru pouvoir oser lever le masque, nous pensons qu'il est bon de nous montrer ce que nous sommes et de ne rien laisser à faire contre nous aux interprétations calomnieuses des pauvres gens attachés à nous nuire. Nous faisons bien peu de cas, certainement, des cris de triomphe imprudents jetés par les amis du trouble et de l'anarchie : comme si l'on triomphait jamais contre le peuple; les insensés!

Sa cause nous rend trop puissants contre eux tous; notre force nous assure trop bien de leur faiblesse. Nous les avons sauvés de la guerre civile plusieurs fois déjà; ils l'ont tentée inutilement hier encore; nous les en préserverons jusqu'au dernier moment, celui où l'intérêt de la France et de la République nous commanderait d'accepter la lutte qu'ils veulent engager.

Eh bien! dans cette hypothèse, il ne faut pas que les habiles s'abusent. Forts de nos idées et de nos convictions, nous ne sommes cependant pas doués d'une confiance banale. Si nous nous montrons moins empressés qu'eux dans l'emploi des petits moyens d'intrigue et d'organisation de parti, nous n'avons pas pour cela oublié de nous compter et de nous grouper. Nous sommes un. Nous comprenons le besoin d'unité en tout; qu'on ne se y méprenne pas. Nous n'avons pas de la République que dans le bras, nous en avons surtout dans la tête; sachez-le bien! Les francs républicains n'ignorent pas à l'occasion que la tactique, le savoir-faire est l'auxiliaire puissant de la force et la décuple! Non, non, vraiment, nous ne l'ignorons pas.

Préoccupés par les plus hauts intérêts du moment, les moyens de pourvoir aux pressants besoins du peuple-ouvrier, qu'on ne préjuge rien de notre calme. Nos ennemis nous croient endormis dans l'inertie d'une sotte confiance; les amis qui nous approchent nous trouvent au contraire trop entièrement employés à servir nos convictions.

Que nos ennemis, encore une fois, apprennent que nous sommes préparés à être tout à eux quand ils voudront. Que nos bons amis comprennent que nous puissions aujourd'hui nous distraire d'eux un instant et moins chaudement les accueillir, en face de la nécessité actuelle de nos travaux les plus chers, de leur urgence absolue.

LA COCARDE NATIONALE AUX CHAPEAUX!

La cocarde nationale aux trois couleurs, bleu, blanc et rouge, est considérée depuis plus de soixante ans comme le signe de l'affranchissement du peuple français. Nos pères se gardèrent bien d'en faire un objet de mode passagère; la vénération qu'ils avaient pour ce symbole de la liberté et de la rédemption de l'homme fut si grande, qu'ils se seraient fait tuer plutôt que de le détacher de leur chapeau. A cette époque, où les femmes déployèrent aussi le plus énergique patriotisme, on n'en voyait aucune sortir sans cocarde, et elles s'honoraient de la montrer.

Les hommes légers, ceux qui ne sont républicains que depuis le 23 février, ceux-là même qui poussent en ce moment à la réaction, n'ont pas manqué dès le jour de la victoire du peuple de s'abriter sous la plus grande cocarde, de se parer des plus larges rubans; mais ils n'ont pas tardé à les reléguer au fond de leurs armoires. Les bons citoyens, au contraire, n'ont point cessé de les porter, et si quelques-uns dont les noms sont eux-mêmes des drapeaux, ne mettent plus en évidence ce signe sacré, forts qu'ils se sentent de leur chaleureux patriotisme, ceux-ci du moins ont continué à le placer sur leur cœur.

Aujourd'hui, en présence de cette grande fête consacrée à la distribution des drapeaux de la République, nous pensons qu'il serait opportun que la cocarde tricolore reparût à tous les chapeaux, à toutes les boutonnières, et nous espérons que cet avis sera entendu de tous les bons citoyens. Quant aux mauvais, nous aurons au moins un moyen de les reconnaître.

On nous communique la note suivante :

« C'est avec douleur que nous avons lu aujourd'hui, dans un journal, un article dans lequel nous avons remarqué le passage suivant : « Les gardes nationales sous l'influence de la peur, couraient dans les rues en criant que plusieurs postes avaient été forcés, incendiés pendant la nuit. » Eh bien, quand même ces faits se seraient révélés de cette sorte, est-ce une raison plausible d'accuser de peur la garde nationale ? Est-ce que ce journal oublie que la garde nationale, c'est le peuple ; qu'il n'existe plus de garde nationale en dehors du peuple ; que les chefs qui la commandent ont donné des preuves du plus pur patriotisme, et que parmi eux il en est qui ont subi depuis vingt ans et plus toutes les tortures d'un gouvernement oligarchique, qu'ils ont été nommés et reconnus par ce même peuple et qu'ils sont prêts à prouver à la République que la peur est un mot peu en harmonie avec les sentiments républicains qui les animent ?

Nous aimons à croire que ce journal reconnaîtra son erreur, et qu'il n'est pas seul à concourir à maintenir le Gouvernement. A chacun son rôle ; le nôtre est de maintenir l'ordre et de rendre, s'il est possible, la tranquillité et la sécurité si impatiemment attendues par la population parisienne, par la France entière.

Le 21^e de ligne est arrivé hier à Montrouge. La garde nationale et l'autorité municipale l'ont reçu. Les ouvriers carriers de la plaine d'Arcueil et des Catacombes, tambours et drapeaux en tête, au nombre de 5,000 environ, marchant dans un ordre parfait, sont venus se joindre à eux. La population tout entière de Montrouge a pris part à cette manifestation, et le citoyen Samson, commissaire de Montrouge, a prononcé le discours suivant :

« Frères,

« C'est avec joie, avec bonheur que la population de Paris vous voit de nouveau dans ses murs, car c'est un sentiment de fraternité qui vous ramène vers moi.

« Un bruit calomnieux s'est répandu : on a dit que la population parisienne mettait l'armée en suspicion. Mensonge infâme, qu'elle repousse de toutes ses forces ; car, citoyens, l'armée a toutes ses affections, toutes ses sympathies. Et qui de nous n'a pas parmi elle soit un fils, soit un frère, soit un ami. Une barrière séparait l'armée du peuple ; nous l'avons brisée en février en lui rendant ses droits de citoyens.

« Frères, la concorde que la France entière réclame va se renouer demain dans une fête patriotique et fraternelle où le peuple et l'armée vont se réunir. Union, confiance, frères, et nous saurons assurer à jamais le salut de la République et le bonheur du peuple.

« Vive la République ! vive le Peuple ! vive l'Armée ! »

Le colonel, ému, a répondu simplement : « L'armée sort du peuple et saura mourir pour lui. »

LE MARÉCHAL BUGEAUD.

Le citoyen maréchal Bugeaud (de la Durantie) écrit aujourd'hui une lettre dans laquelle il repousse la responsabilité des massacres de Transnonain. C'est attendre bien longtemps. La seule manière d'interpréter ce retard de quatorze années se trouverait peut-être dans le désir que manifeste ce citoyen de mettre son épée au service de la République, et aussi dans la complaisance servile de tous les flatteurs du gouvernement déchu. Nous l'avons déjà dit, la carrière politique et militaire du maréchal Bugeaud est terminée, à notre avis. Nous n'avons pas écrit au frontispice de notre jeune République l'ostracisme éternel de tous les hommes de l'ancien système ; nous admettons les conversions sincères, les longs repentirs, les expiations profondes ; il peut même venir un jour, dans la suite des temps, où le descendant de nos rois sera élu maire de Saint-Cloud, selon la prophétie de Béranger : mais cette indulgence n'est pas permise encore et ne saurait d'ailleurs s'appliquer à des titres odieux, à des noms blâmes de sang et d'infamie. Vous n'étiez pas à Transnonain, dites-vous ; mais vous étiez au Carrousel le 24 février, et l'on sait quels ordres atroces vous vouliez donner. S'il s'était trouvé parmi les soldats des exécuteurs, nul ne peut dire ce qui serait arrivé.

En supposant qu'une guerre éclatât en Europe, ce n'est pas vous qu'on irait chercher pour vous mettre à la tête de nos magnanimes bataillons. Lorsque l'armée aura fait sa révolution, lorsqu'elle sera enfin constituée sur de larges bases démocratiques, ce n'est pas le César du juste-milieu qu'elle investira de sa confiance. De bonne foi, vous-même, pouvez-vous croire que ceux qui vous combattaient à Transnonain et le 24 février vous aperçoivent jamais au milieu d'eux sans bondir d'indignation ? Allez donc, et revenez à la vie pastorale, c'est agricole que je veux dire ; pendez au roc votre vieille rapière, et de votre coursier de bataille faites un bon cheval de labour.

Aux moments de loisir, écrivez-nous des commentaires, qui ne manqueront pas sans doute d'édifier grandement les contemporains et la postérité. Toutefois, comme il importe que les points historiques controversés soient au plus tôt élucidés, nous insérons la lettre du maréchal Bugeaud, persuadés que M. Thiers sa hâtera, de son côté, de renseigner l'opinion publique. MM. Thiers et Bugeaud passaient jusqu'à ce jour pour être les auteurs du massacre de Transnonain. Il serait singulier que ce fussent là des réputations usurpées.

« La Durantie, le 4 avril 1848.

« Citoyen ministre,

« Vous êtes mon recours naturel contre une calomnie qui m'afflige et alarme ma famille, car on l'a produite en articles de journaux, en motions de clubs, en lettres anonymes pleines de menaces ; il est évident qu'on veut me vouer à la haine du peuple de Paris en m'accusant d'avoir ordonné le massacre de la rue Transnonain, en avril 1834.

« Cette odieuse imputation date de loin ; je l'ai déjà repoussée dans je ne sais plus quel journal : le *Courrier français* peut-être ; et d'ailleurs, je croyais l'avoir effacée, dans l'esprit de mes ennemis abusés, par mes succès en Afrique.

« Puisqu'elle se reproduit avec plus d'acharnement après un espace de plus de quatorze ans, il faut la combattre de manière à ce qu'elle ne puisse plus reparaitre.

« Je viens donc, citoyen ministre, vous demander une enquête qui me sera facile. Elle démontrera que je n'ai point opéré dans la rue Transnonain, ni aucune fraction des troupes que je commandais.

« J'avais sous mes ordres le 52^e de ligne, colonel Duvivier, aujourd'hui général de division, et la 9^e légion de la garde nationale, colonel Boutarel. On trouvera dans ces deux corps assez de témoins des faits de cette journée ; ils diront qu'aucun de mes soldats n'était dans la rue Transnonain, et que, loin de me montrer féroce, j'ai sauvé de mauvais traitements, et même l'entière de la mort, une foule de prisonniers.

« Sans doute, j'ai défendu les lois du pays violemment attaquées ; mais ordonner de tuer des vieillards, des femmes, des enfants !... la pensée seule m'en fait horreur.

« L'homme qui a éprouvé souvent l'enthousiasme pur de la victoire sur les ennemis de la France ne peut descendre à donner des ordres barbares.

« Après une longue carrière, toute de dévouement au pays, après avoir soumis les Arabes de toute l'Algérie, j'étais loin de penser que je serais attaqué avec tant de violence et d'injustice par des hommes qui font profession de patriotisme.

« Vous comprendrez, citoyen ministre, toute l'importance que j'attache à l'enquête. La République elle-même n'a-t-elle pas quelque intérêt à ne pas laisser une indigne calomnie peser sur un homme qui peut la servir ?

« Agréez, etc.

« Maréchal BUGEAUD. »

Il nous faut absolument ajouter un mot à cette lettre. Pourquoi M. Bugeaud, qui cite le 52^e de ligne, ne parle-t-il pas du 53^e, si odieusement célèbre dans les fastes de Grenoble et le corps auquel il fut justement reproché tant d'horreurs lors des massacres de la rue Transnonain ? Puisque M. Bugeaud a si peu de mémoire, nous l'aiderons un peu au moyen de l'enquête faite dans ce temps et publiée par le citoyen Ledru-Rollin, aujourd'hui ministre ; nous profiterons aussi de la circonstance pour jeter un coup d'œil sur certain mémoire du général de Brossard, ancien compagnon d'armes de M. Bugeaud.

Plusieurs journaux ont reproduit notre article : *A la réaction*, signé Sobrier ; ce sont la *Démocratie pacifique*, la *Réforme*, la *Republique* et l'*Estafette*. A ce propos, la *Republique* ajoute : « Nous avons appris ce soir que des distributeurs de ce manifeste avaient été arrêtés dans les rues par des agents inconnus à la préfecture de police. Les réactionnaires ont donc aussi une police ? »

Nous recevons ce soir une lettre du citoyen Goullay, artilleur du 7^e régiment. Cet artilleur proteste contre la formation d'un comité républicain dans le régiment. Il a une très-jolie écriture ; mais il comprendra que nos colonnes sont trop remplies pour nous permettre de donner place à une élucubration de trois pages, ce travail fût-il dix fois mieux peint.

Mardi 18 avril, un banquet patriotique improvisé a eu lieu à La Chapelle-Saint-Denis, offert par les gardes nationaux d'un escadron du 8^e dragons et à un bataillon du 55^e de ligne, appelés à Paris pour la grande fête nationale du 20 avril. On nous écrit que la plus cordiale expansion et la joie la plus franche ont animé la soirée, qui s'est terminée par divers toasts enthousiastes : à la République ! à l'armée ! à la garde nationale ! Il a été résolu, au milieu des plus vives acclamations, que les soldats et les gardes nationaux feraient ensemble leur entrée dans Paris.

L'espace nous a manqué jusqu'à ce jour pour appeler l'attention et la reconnaissance publique sur le curé de Saint-Laurent, M. Salacrouze, et sur le clergé de sa paroisse. Le premier arbre de la liberté a été béni par ce digne ecclésiastique, qui a prêté son concours ému à de nombreux cérémonies du même genre. Chaque plantation d'arbre a été pour lui l'occasion de faire entendre au peuple ces allocutions chaudes et patriotiques qui prouvent que le clergé aussi est républicain. Rendant hommage aux victimes de février, M. Salacrouze a fait faire des prières pour elles ; enfin dernièrement encore il prenait l'initiative d'une quête pour secourir les Polonais.

Correspondance.

Citoyen rédacteur en chef,

Dans la réunion préparatoire qui a eu lieu le 5 avril à la Douane, où se trouvaient rassemblés plus de quatre mille citoyens, j'ai, en faisant ma profession de foi, sans doute mal expliqué ma conduite au 24 février, car j'ai été accusé d'avoir voulu assassiner l'officier qui commandait la caserne de la rue de Clichy, lorsque je m'y suis présenté, seul armé, pour avoir les armes et les munitions de ses hommes.

Ce bruit s'étant accrédité, je crois ne pouvoir mieux faire, pour le détruire, que de vous donner connaissance de la lettre que je reçois du citoyen Paris, lieutenant au 4^e léger, qui commandait cette caserne lors de l'événement. Veuillez, je vous prie, en rendre publics quelques paragraphes.

« Rouen, le 12 avril 1848,

« Monsieur,

« Il suffirait de répondre à vos accusateurs que vous aviez, le surlendemain, provoqué une explication entre nous devant plusieurs témoins, et que ma main avait été se placer dans la vôtre.

« Vous m'avez mis deux fois en joue, il est vrai ; mais je vous ai vu moi-même après charger votre fusil, ce qui prouve que ce n'aurait été qu'une tentative d'intimidation de votre part.

« Je m'empresse aussi d'avouer que vous m'avez forcé à reprendre les insignes de mon grade lorsque je les avais retirés, puisqu'ils ne suffisaient plus pour me faire obéir de mes soldats.

« Je ne vous connais pas, monsieur ; je ne vous ai vu que dans cette circonstance, où, il est vrai, deux hommes se jugent bien vite.

« Mais si quelques voix s'élèvent contre vous, et veulent flétrir, au point de vue de l'honneur, la conduite

que vous avez tenue le 24 février, appuyez-vous de la mienne, qui saura dire partout que cette action, politiquement parlant, eût pu vous coûter la tête, mais jamais vous faire rougir.

« Agréez, etc.

« Signé PARIS. »

Je ne croyais pas, monsieur, avoir à me munir d'un certificat pour une action toute naturelle ; mais l'accusation portée contre moi a dû m'y décider.

Je tiens donc à la disposition de tous et la lettre originale du citoyen Paris et le certificat qui vient de m'être délivré par les citoyens qui ont été témoins de l'action du 24 février.

J'en appelle donc à vous, citoyen, pour vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

Agréez, etc.

ARMANT, membre de la société des Droits de l'homme, 4, passage de l'Entrepôt.

Candidatures.

LE CITOYEN FRANÇOIS MARRAST.

Le citoyen François Marrast est un des candidats qui se présentent à la députation dans le département des Landes. Sa profession de foi est ferme et digne. Voyages, longues études et observations, rien ne manque au citoyen François Marrast. Joignez-y le patriotisme et une foi démocratique de vieille date, et vous serez persuadé que ce citoyen Marrast est un des meilleurs représentants que les Landes puissent envoyer à l'Assemblée nationale. Sa nomination, à ce qu'on nous assure, n'est plus douteuse aujourd'hui. Nous devons dire que le citoyen Marrast n'a de commun que le nom avec son homonyme du Gouvernement provisoire.

LE CITOYEN VIGNERTE.

Le citoyen Vignerte, accusé d'avril, a adressé une circulaire à ses concitoyens des Hautes-Pyrénées. Ce n'est pas une profession de foi. Des hommes tels que Jean-Jacques Vignerte n'ont pas besoin d'exposer leurs principes ; les actes et la vie passée parlent assez haut.

Vignerte est un de ces républicains convaincus et dévoués qui combattirent en 1834 pour les idées qui devaient triompher en février.

Jeté en prison après la défaite du parti, et plus tard obligé de s'expatrier, le vaincu d'avril resta inflexible dans ses principes. Sous un ciel étranger, à deux mille lieues de la France, il s'exaltait dans sa foi magnanime et s'enivrait d'espérance... Dieu n'a pas voulu qu'il ait espéré en vain ! Aujourd'hui le droit a vaincu, et Vignerte sollicite de ses concitoyens un mandat pour venir travailler à l'organisation de la victoire.

Nul n'est plus digne que lui de représenter le département des Hautes-Pyrénées.

LE CITOYEN SOUCHIÈRE.

Le citoyen Auguste Souchière (d'Orango), ex-garde d'honneur de l'empire, patriote éclairé, dont le républicanisme pur, inébranlable, a traversé sans faillir les précédents gouvernements monarchiques, se présente comme candidat à la représentation nationale dans le département de Vaucluse. Sa profession de foi, en parfaite harmonie avec ses antécédents politiques et les actes de sa vie entière, renferme toutes les garanties d'ordre, de justice et de progrès qui doivent assurer la consolidation de la République.

M. LÉON DE MALLEVILLE.

Nous recevons des lettres de Montauban qui nous disent que M. Léon de Malleville y est l'objet d'ovations sans cesse renouvelées. La galanterie montaubanaise a poussé les choses jusqu'à la sérénade, et nous ne serions pas étonnés d'apprendre que, soulevé par les bras de ses admirateurs naïfs, il a été porté en triomphe dans les murs de la cité. Singulier *labarum* de la République française ! Hélas ! il nous faudra donc perdre notre foi aux proverbes, à celui-là surtout qui prétend que la vertu est tôt ou tard récompensée. Saltimbanques illustres, acrobates célèbres, vous êtes fort peu de chose auprès de M. Léon de Malleville, candidat républicain. Qui s'y serait jamais attendu ? lui, le coryphée de l'ex-opposition dynastique, le Pylade de M. Thiers, le marquis, le talon-rouge de ce parti bâtarde qui chassait le portefeuille avec tant d'ardeur et ne savait que donner de la voix. En vérité, il eût été plus bonnet et plus digne de vous tenir à l'écart, de rester dans l'obscurité où vous auriez laissé sans doute le bon sens et l'indifférence de vos concitoyens, imitant en cela votre illustre chef, dont les adieux au monde politique, formulés en prose humide et larmoyante, resteront éternellement comme un modèle de l'égérie bouffonne.

A MM. LES ÉLECTEURS DU FINISTÈRE.

Charles GIGAUD, âgé de 59 ans, docteur-médecin, rédacteur en chef du journal le Finistère.

Compatriotes,

Vous me connaissez presque tous, et ceux qui ne me connaissent pas n'ont qu'à demander au premier venu qui je suis.

Né parmi vous, j'ai été élevé dans vos collèges, et je suis devenu homme dans notre école de chirurgie, à Brest.

Plus tard, j'exerçai la médecine à Landivisiau.

Il ne m'appartient pas de me juger moi-même : interrogez ceux qui m'ont vu à l'œuvre ; passionné ou non, leur jugement doit être accepté.

Enfin, je me suis jeté dans la presse, à corps perdu, je puis le dire : vous m'avez vu deux fois répondre de mes actes en cour d'assises, la dernière il y a deux mois à peine.

Il me serait donc permis de me nommer un républicain de la veille ; je m'appelle un patriote breton.

Concitoyens, je veux la République, je la proclame à jamais établie ; il faut lui donner pour large base toutes les libertés que comporte l'ordre républicain.

La première de ces bases est le suffrage universel et direct, — droit imprescriptible, inaliénable de tous les citoyens.

Je veux la liberté de la presse, la liberté d'enseigner

ment, la liberté de religion et d'association.
Il faut que l'impôt soit progressif, et non pas seulement proportionnel ; il faut que la conduite et l'économie puissent assurer l'existence de tous et de chacun : adversaire du communisme, je veux que le travail soit organisé d'une manière équitable.
Jurons tous de nous sacrifier pour cette belle et noble cause ; jurons de soutenir la République ou de nous ensevelir sous ses décombres.
La patrie est en danger : si vous me choisissez, mon devoir sera de la sauver à tout prix.
Vive la République !
Brest, 20 mars 1848.

Nous recevons la lettre suivante :
Monsieur le rédacteur,
Je vois avec une surprise profonde la lettre qui est insérée dans votre numéro du 19 avril sur l'absence du citoyen d'Alton-Shée à la reconnaissance des officiers. La deuxième légion de la banlieue sait toute entière qu'une grave indisposition a pu seule empêcher le citoyen d'Alton-Shée de se montrer à sa tête. Des officiers supérieurs de sa légion se sont rendus ce matin même chez lui pour le supplier de ne pas assister à la revue de demain, appuyant leur demande du seul motif qui pût le toucher, celui de réserver ses efforts pour l'heure où ses camarades et son pays en auraient un véritable besoin.
Je compte que votre loyauté vous portera à insérer la présente lettre dans votre numéro de demain.
Salut et fraternité.
IS. CAHEN.
élève de l'Ecole normale.
Mercredi, 19 avril.

Citoyen rédacteur,
Dans son numéro du 18, la *Presse* rapporte une lettre venant de Langres et relative à l'armée.
Designé dans cette lettre, j'avais répondu aux calomnies qu'elle renferme ; le citoyen Girardin a refusé d'insérer ma réponse.
En conséquence je viens m'adresser à vous.
Je donne un jémeni formel aux imputations faites contre moi et contre ma mission.
Je délire de fournir une seule pièce qui vienne à l'appui des faits cités.
Le citoyen Girardin s'est fait le publiciste de l'accusation et n'a pas voulu écouter la défense : c'était digne de lui. Je vais l'attaquer en diffamation, car c'est sur les bancs de la police correctionnelle, que doit figurer l'homme de Saint-Bérain dont la joue est encore tiède du soufflet de Bergeron.
Salut et fraternité.
CH. THIELE,
Membre de la commission du Comité révolutionnaire, secrétaire du club Popincourt, sectionnaire des Droits de l'homme et du citoyen.

Actes officiels.
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
PROCLAMATION.

Citoyens,
Au nom de ce grand principe de fraternité si glorieusement proclamé par la République, au nom de la liberté à garantir, au nom de l'ordre à établir dans la liberté, le Gouvernement provisoire, qui veille à votre sécurité, vous invite à la concorde.
Cette concorde, il a droit de vous la demander, parce qu'il en donne lui-même l'exemple. Son vœu le plus ardent est de se présenter devant l'Assemblée nationale sans avoir eu ni à déplorer ni à punir aucune violence.
Convaincus que les droits de la conscience humaine sont sacrés et inviolables, qu'entre de vrais républicains il ne saurait exister d'autre lutte que la discussion, la discussion bienveillante et libre, que l'union des esprits est bien près de s'accomplir quand elle a été préparée par l'union des cœurs, que les ennemis de la République peuvent seuls être intéressés à répandre la défiance, à encourager aux dissensions par des dénominations de parti qui bientôt se traduisent en cris hostiles aux personnes.
Le Gouvernement provisoire déclare désapprouver de la manière la plus formelle tout cri provocateur, tout appel à la division entre les citoyens, toute atteinte portée à l'indépendance des opinions pacifiques.
Le Gouvernement, qui a inscrit le mot *Fraternité* sur les étendards de la patrie, ne saurait être qu'un pouvoir tutélaire et conciliateur.
Le cri qu'il aime à entendre, et on le trouvera toujours prêt à en donner le signal, c'est un cri de généreuse victoire, un cri de liberté, un cri d'espérance, c'est ce cri sauveur : *Vive la République !*
Paris, le 18 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.

Fête nationale et distribution de drapeaux.
Les dispositions suivantes ont été adoptées par le Gouvernement provisoire pour la fête de la Fraternité qui aura lieu le jeudi 20 avril.
A sept heures du matin, les gardes nationales et les troupes seront réunies et occuperont les places qui leur seront assignées depuis le carré Marigny jusqu'à la Bastille et le long des deux quais.
A huit heures, les membres du Gouvernement provisoire se rassembleront au ministère de la guerre : ils en partiront à huit heures et demie pour se rendre sur l'estrade placée à l'arc de triomphe.
Au moment où ils prendront place, vingt et un coups de canon annonceront le commencement de la fête.
Les colonels des différentes légions et des détachements de l'armée, les chefs de bataillon de la garde nationale mobile, les colonels de la garde républicaine et de la garde civique, tous accompagnés de leurs porte-drapeaux, seront rassemblés en face de l'estrade.

A neuf heures commencera la distribution des drapeaux.
Chaque colonel montera sur l'estrade et recevra d'un des membres du Gouvernement provisoire le drapeau qui lui sera remis.
Pendant la distribution des drapeaux, le canon tirera de minute en minute.
Le défilé commencera ensuite, par bataillons en masse et par pelotons.
Derrière les membres du Gouvernement provisoire seront placés :
Les membres du conseil d'Etat, les députations de la cour de cassation, de la cour des comptes, de la cour d'appel et des autres tribunaux, des officiers généraux de l'armée et de la marine, les sous-secrétaires d'Etat, les adjoints du maire de Paris, les principaux fonctionnaires administratifs, une députation du corps des ponts et chaussées, une députation du conseil de l'instruction publique, une députation de la commission de Gouvernement pour les travailleurs, une députation des blessés de février et des anciens condamnés politiques.
Une salve d'artillerie annoncera la fin du défilé et le départ des membres du Gouvernement provisoire.
Le soir, la ville sera illuminée.
Paris, le 18 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.
Fête nationale. — Distribution des drapeaux.
Les billets devant être changés, les personnes qui en ont reçu sont priées de les regarder comme non avenus.
Il en sera délivré de nouveaux.
On devra se rendre sur les lieux à huit heures au plus tard ; les voitures ne pourront arriver que par les barrières du Roule, de Passy et de Longchamp.

Une ordonnance de police, publiée aujourd'hui et relative à la revue de demain, contient les dispositions suivantes :
La circulation et le stationnement des voitures seront interdits, le 20 avril courant, à partir de neuf heures du matin jusqu'après l'entier défilé des troupes, sur les points suivants, savoir :
Sur la place de la Bastille, les boulevards du centre, depuis la place de la Bastille jusqu'à celle de la Madeleine ;
Dans la rue Nationale ;
Sur la place de la Révolution ;
Dans la grande avenue des Champs-Élysées, jusqu'à la barrière de l'Étoile ;
Sur le rond point de l'Arc-de-Triomphe, l'avenue de Neuilly, depuis l'Arc-de-Triomphe jusqu'à la Porte-Maillot.
Les voitures des personnes qui, le 20 avril, se rendront de la rive droite à l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile devront passer par la rue du Faubourg-Saint-Honoré, la rue du Faubourg-du-Roule et l'avenue de Bezon. Les voitures qui, le même jour, se rendront de la rive gauche à l'Arc-de-Triomphe devront passer par les rampes de Chaillot, de Passy, les barrières Sainte-Marie, de Longchamp et le boulevard extérieur.
Il est fait défense de monter sur les colonnes servant à l'éclairage public, et d'établir sur les boulevards du centre des amphithéâtres, estrades, et d'y placer des voitures et des charrettes.
Les commissaires de police feront enlever tous les objets de cette nature.
Les voitures qui, dans la journée du 20 avril, viendront du pont de Neuilly pour entrer dans Paris, devront, à la hauteur de la Porte-Maillot, se diriger par la vieille route de Neuilly et la barrière du Roule.
Le préfet de police,
CAUSSIDIÈRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
Le Gouvernement provisoire,
Considérant que la subsistance du peuple doit être une des premières préoccupations de la République ;
Qu'il importe surtout de diminuer le prix des objets d'alimentation qui peuvent ajouter aux forces physiques des travailleurs,
Décrète :
Art. 1^{er}. A Paris, les droits d'octroi sur la viande de boucherie sont supprimés.
Art. 2. Ces droits seront remplacés :
1^o Par une taxe spéciale et progressive sur les propriétaires et sur les locataires occupant un loyer de 800 fr. et au-dessus ;
2^o Par un impôt somptuaire établi sur les voitures de luxe, les chiens, et sur les domestiques mâles quand il y aura plus d'un domestique mâle attaché à une famille.
Art. 3. Le ministre des finances est autorisé à appliquer les mêmes mesures, dans le plus bref délai, aux villes des départements.
Art. 4. Le ministre des finances et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent décret.
Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 18 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
Le Gouvernement provisoire,
Considérant que l'octroi établi sur les boissons pèse d'une manière inégale sur les diverses qualités de vins ;
Qu'il est inique de frapper la boisson ordinaire des travailleurs de 100 pour 100 de la valeur primitive, tandis que les vins de luxe ne payent que 5 ou 10 pour 100 de leur prix vénal ;
Que cette inégalité choquante provoque des fraudes nuisibles à la santé des travailleurs,
Décrète :
Le ministre des finances et le maire de Paris présenteront dans le plus bref délai un règlement qui modifiera le droit d'octroi sur les vins. Ce règlement sera basé sur le principe d'égalité proportionnelle proclamé plus haut, et il aura pour objet de mettre à la por-

tée des travailleurs une boisson saine et fortifiante, et de punir des peines les plus sévères toute fraude qui en dénaturerait la qualité.
Fait en conseil de Gouvernement, le 18 avril 1848.
Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
Considérant que le rappel, battu intempestivement, est de nature à jeter le trouble dans la cité, à effrayer les esprits, à nuire au commerce, au travail, à l'industrie, en fatigant inutilement la garde nationale ;
Le Gouvernement provisoire fait savoir que le rappel ne peut être battu dans Paris que par ordre exprès du ministre de l'intérieur ou du maire de Paris, et, dans les circonstances exceptionnelles, de chaque maire d'arrondissement.
Toute contravention à cet égard sera sévèrement punie.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
Liberté, Égalité, Fraternité.
Le Gouvernement provisoire
Décrète :
MM. Barada, ancien député, conseiller-maire à la cour des comptes ;
Rivière de Larque, ancien député, conseiller référendaire de première classe ;
Peyre, ancien député, conseiller référendaire de deuxième classe ;
De Loynes, ancien député, conseiller référendaire de deuxième classe ;
Sont suspendus de leurs fonctions.
Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 18 avril 1848.
Par délégation du Gouvernement provisoire,
Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre des finances,
GARNIER-PAGÈS.

Le Comité révolutionnaire aux électeurs républicains de France.
Citoyens,
Les rois et leur entourage aristocratique vous ont traité en ilotes, en parias de la pensée ; ils vous ont constamment dénié vos droits politiques : la République vous les a rendus.
Quelques jours encore et vous nommerez les représentants de la nation : accorderez-vous vos suffrages à ceux qui, après avoir sanctionné l'exploitation de l'homme par l'homme, songent à recouvrer leurs privilèges, à ceux qui travaillent à l'envi, en faussant les élections nationales, à détruire ce que vous avez fondé, à rétablir ce que vous avez renversé ? Non sans doute, vous n'abdiquerez pas. Nous voulons, citoyens, une assemblée expression sincère et active du républicanisme. N'accordez donc vos suffrages qu'aux républicains connus, aux citoyens qui à toutes les époques vous ont donné des gages de leur patriotisme, de leur dévouement aux intérêts démocratiques. — Refusez-les à ces hommes qui, sous tous les régimes, ont manqué à leur mandat, qui ont trahi tous les souvenirs, à ces hommes qui n'eurent jamais le courage de leurs opinions, qui laissent attaquer et proscrire un à un les droits du peuple après vous avoir juré de les défendre.
Pas de faiblesse, pas de concessions ; sacrifiez vos affections privées au salut public. Si la vie politique des candidats qui sollicitent vos suffrages vous apparaît, scrutez-la. Examinez leurs actes. N'ajoutez pas de créance à ces professions de foi si tardivement républicaines ; ne souffrez pas qu'on vous trompe.
Il s'agit de sauvegarder les principes de Liberté, d'Égalité, de Fraternité, proclamés par la République. Avant de déposer votre vote, réfléchissez. L'urne électorale renferme les destinées de la France républicaine. Voulez-vous fermer à jamais l'abîme des révolutions, repoussez les réactionnaires et nommez des candidats vraiment républicains ? Ne prenez conseil que de vos consciences.
Les membres du bureau de la Commission.
A. Hubert, président du Comité ; Louis Deplanque, vice-président ; Longepied, président de la Commission ; Barbès, Napoléon Lebon, Sobrier, Cahaigné, Langier, H. Gacon, A. Delaire, Thiele, Deleau, Lebreton, Danse.

Ardennes (8 représentants).
Ledru-Rollin.
Allin, commissaire du Gouvernement.
Armand Barbès.
Pierre Leroux.
Louis Blanc.
Lamennais.
Flocon.
Cahaigne.
Corse (6 représentants).
Louis Blanc.
Pierre-Napoléon Bonaparte, fils de Lucien.
Pietri alné, commissaire du Gouvernement.
Etienne Conti, receveur général à Bastia.
Abattuelli, président à la cour d'appel d'Orléans.
Grimaldi, professeur.
Côtes-du-Nord (16 représentants).
Voilà une liste de candidats que nous ne pouvons trop recommander aux citoyens des Côtes-du-Nord. Ce département, longtemps représenté par des gens ennemis de tout progrès, par des chouans enfin, ne peut mieux se réhabiliter qu'en envoyant à l'Assemblée nationale des noms de patriotes éprouvés, de véritables et anciens républicains.
Armand Barbès.
Martin Bernard.
Ledru-Rollin.
Ferdinand Flocon.
A. Hubert, condamné politique.
A. Guinard.
Longepied, président du Comité révolutionnaire.
Louis Blanc.
Langier, homme de lettres, décoré de juillet.

Lamennais.
Caussidière, préfet de police.
H. Gadon, décoré de juillet, membre du comité révolutionnaire.
Lamieussens, consul.
Landolphe, secrétaire de la Bibliothèque nationale.
Etienne Arago, directeur des postes.
Armand Marrast.

Dordogne (15 représentants).

Louis Latrade, commissaire du Gouvernement.
Auguste Mie.
Montagut, commissaire du Gouvernement.
Lachambaudie, homme de lettres.
Villemontre, avocat.
Marc Dufraisse.
Numa Dufraisse.
Leymarie, officier d'artillerie.
Bairat, serrurier.
Lamarque fils, cultivateur.
Ducuzeau, ancien député.
Chavois, médecin.
Dezémeris.

Doubs (7 représentants).

Drevon, ex-commissaire.
Tauchard, commissaire du Gouvernement.
Demarmay, négociant à Besançon.
Dixio, membre de la société d'agriculture.
J. Mattrey, avocat à Pontarlier.
Tisserandot.
Proud'hon, homme de lettres.

Drôme (8 représentants).

Napoléon Chancel.
Magnan, médecin.
Boveron-Desplaces, avocat.
Mathieu.
Bajard.
Rey.
Lababert.
Leblanc.
Dumont.
Gagnière.
Lemair.
Sauteyra.
Bougeau.
Curmer.

Eure (11 représentants).

Dupont (de l'Eure).
Alcan, ingénieur civil, ancien ouvrier.
Garnier-Pagès.
Legendre.
E. Duclerc, sous-secrétaire d'Etat aux finances.
El. Adam, adjoint au maire de Paris.
Lesage, cultivateur.
Ferdinand Flocon.
Poussin des Andelys, major.
Lamartine.
Louis Blanc.

Eure-et-Loir (7 représentants).

Boulard, professeur.
C. Huillery, condamné politique.
A. Barthélemy, propriétaire à Levéville.
J. Lelong, laboureur.
Raimbault, propriétaire à Châteaudun.
Vogely, vétérinaire à Chartres.
Noël Parfait, à Chartres.

Gard (10 représentants).

Mathieu, de l'Institut.
Theulon, commissaire du Gouvernement.
E. Arago, directeur des postes.
Ernest Laugier, membre du Comité révolutionnaire.
Charlet, ouvrier ébéniste.
Ledru-Rollin.
Ferdinand Flocon.
Lamartine.
Alph. Bousquet, ex-député.
Sicher, ouvrier.
Montet, cultivateur.
Casimir Soulas, fabricant.
Jéan Reboul, boucher, poète.

Gironde (15 représentants).

Lamartine.
Saugéon, professeur.
Léon Brotier.
Bichet, conducteur des ponts et chaussées.
Latrade, commissaire du Gouvernement.
Lefranc.
Raspail, ébéniste.
Clément Thomas.
Cahaigne, homme de lettres.
Camille Duteil.
Ferdinand Flocon.
Emmanuel Arago.
Coubert, chimiste, propriétaire-cultivateur.
Magonty, professeur.
Charles Thomas, du National.
A. Guinard.
Charras, chef au ministère de la guerre.
Charles Sedail.

Hérault (10 représentants).

Oscar Gervais, commissaire du Gouvernement.
Laissac, procureur général.
Jules Renouvier, commissaire du Gouvernement.
Brutus Cazelle.
Chamaraude, ex-député.
J. Rouvière, rédacteur de l'Indépendant.
Digeon.
Brives, sous-commissaire.
Jules Audu, maire de Lodève.
Bertrand, médecin.
Baille, secrétaire de Dupont (de l'Eure).
Jules Rouzier.
Pigrotte, ouvrier potier.

Indre.

Nous devons ajouter à la liste de l'Indre les noms de :
Marc Dufraisse, commissaire général du Gouvernement.

Fleury, commissaire du Gouvernement.
Pourradier-Dutheil, procureur général.

Isère (15 représentants).

Jules Favre, secrétaire général au ministère de l'intérieur.

Revechon, propriétaire.
Froussard, instituteur.
Saint-Roman, procureur général.
Ferdinand Flocon.
Repellin, avocat.
Crepu, journaliste.
Renaud, ferblantier.
César Berthellon.
Farconet, maire de Grenoble.
Alphonse Blanc, mécanicien.
Durand Savoyat, agriculteur.
Ledru-Rollin.
Marion, ex-député, commissaire du Gouvernement.
Michal Ladichère, id.
Barginet.

A la liste de la Loire il faut ajouter les noms de :

Jules Séguin.
Emmanuel Arago.
Ledru-Rollin.
Caussidière, préfet de police.

Loire (Haute-) (8 représentants).

Bremaud, colonel de la garde nationale.
Edmond de Lafayette.
Félix Grellet, avocat à la cour de Riom.
Laurent, membre de la commission municipale.
Charreyre, à Issengeaux.
Camille Chouvy.
Jules Maigre.
Amédée de Saint-Féréol.

Lozère (4 représentants).

Commandie.
Lapiée, décoré de juillet.
Trineal, avocat à Paris.
Boyer, avocat.

Ma-ne-et-Loire (11 représentants).

Adam, adjoint au maire de Paris.
Coulon, instituteur à Saumur.
David (d'Angers), membre de l'Institut.
Arnould, conducteur des ponts et chaussées.
Freslau, receveur général.
Le François, médecin à Angers.
Renault, ouvrier mécanicien.
C. Delatouche, maire d'Angers.
Péauger, membre du conseil d'Etat.
Trouessart, professeur de physique.
Maillet fils, menuisier.

Nous continuerons la publication de cette liste après-demain.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 15 avril 1848. — Le citoyen président accorde la parole au citoyen Tarin, auteur d'un projet financier, après avoir au préalable engagé le citoyen à ne point se servir à l'avenir de petits subterfuges pour obtenir la parole. Le citoyen Tarin a prétendu que son projet avait été présenté au Gouvernement provisoire par l'entremise du citoyen Lamartine. Cela n'est pas tout à fait exact, et d'ailleurs pour nous les noms ne sont d'aucune autorité; le patronage du premier homme du monde ne nous ferait pas adopter une conception qui nous paraîtrait vicieuse.

Le citoyen Tarin donne lecture de son projet; il repose tout entier sur la création d'un papier-monnaie. Le citoyen président lui fait observer que le papier n'a de valeur que quand il représente quelque chose.

Le citoyen Cavelier demande que le jour de la réunion de l'Assemblée nationale on proclame la République par 401 coups de canon, et que le citoyen président apporte au club la liste des candidats que la société des Droits de l'homme est appelée à nommer dans le plus bref délai possible.

Le citoyen président répète les explications données hier sur les travaux du Comité révolutionnaire, composé des délégués des clubs et des corporations.

Le citoyen Rischmann, candidat à l'Assemblée nationale, s'exprime de la manière suivante : « Citoyens, je viens briguer vos suffrages, et pourtant je ne suis pas connu de vous; mais si vous voulez me prêter quelques moments d'attention, je puis vous instruire de ce qu'il vous importe de savoir pour me juger. Vous voyez devant vous un prolétaire, un employé subalterne chargé d'une nombreuse famille, un homme qui connaît la misère et qui par conséquent doit avoir pour ceux qui souffrent la plus ardente sympathie; un républicain dont les convictions n'ont jamais varié, un patriote éprouvé, un des plus fervents sectateurs de la démocratie, un honnête homme, un citoyen intègre. Mieux que cela encore, l'homme qui vous parle est un socialiste humanitaire qui croit fermement qu'il y a un ordre social préconçu qui doit être la réalisation des vœux de Dieu sur la terre.

« Je ne suis ni phalanstérien ni communiste, et malgré douze années d'étude sur les divers systèmes sociaux, je n'ai pu franchir la sphère d'un idéal que je me suis créé en choisissant dans les diverses écoles ce qui m'a paru bon et applicable pour en former un système unitaire complet que j'appellerai système social électricité. Cet idéal, bien que transitoire, me paraît de nature à satisfaire vos cœurs et vos esprits. Notre but est identique. Je veux, comme vous voulez tous, que les idées de liberté, d'égalité, de fraternité reçoivent une confirmation éclatante. Je veux la félicité comme but, la fraternité comme moyen, et quoi qu'il arrive de ma candidature, je travaillerai de toutes mes forces à la réalisation de ce programme.

« Quant aux moyens d'application, pour ne pas abuser de votre indulgence, je n'entrerai pas dans de longs détails. Voici seulement ce que je veux en dire. La production est la source de toute richesse; le producteur doit donc être riche en proportion de ce qu'il produit. Il faut deux éléments à la production : l'instrument, qui est le capital; l'agent, qui est le travail. Il ne s'agit que de faire arriver le capital aux mains du travailleur; c'est la première condition d'une organisation nouvelle; la seconde c'est que le producteur qui aura par son travail acquis un capital ne puisse pas perdre ce capital. J'ai imaginé pour cela un système d'assurance générale, organisation unitaire des assurances, organisation unitaire du crédit, établissement de légions de travailleurs qui garantirait à tous l'assurance de vivre en travaillant, établissement de l'impôt

dans de justes proportions, économie dans les dépenses. Voilà le rapide exposé de mes idées sociales.

« J'attends les interpellations; j'y répondrai avec toute la clarté, la franchise possibles. »

Le président répond que le candidat s'est abstenu de nous indiquer les moyens d'appliquer son système électricité; c'est justement ce que nous désirons savoir. Nous ne pouvons sans cela juger si véritablement son système est aussi supérieur qu'il semble nous l'indiquer.

Le candidat donne alors lecture d'une partie de son système; il est interrompu plusieurs fois par les marques d'impatience de l'assemblée.

Le citoyen Villain, président, dit qu'il est fâché que l'assemblée n'ait pas écouté patiemment l'orateur; il lui aurait demandé comment il parviendrait à faire passer le capital aux mains du producteur.

Le citoyen Rischmann refuse de répondre; il ne veut pas provoquer de nouvelles marques d'impatience; il parle de parti pris de partialité.

Le citoyen Ramel réplique que le bureau ne peut agir que d'après le vœu du club; si la majorité ne veut point entendre l'orateur, le président ne peut s'y opposer, et que c'est au contraire son devoir de faire exécuter les désirs de l'assemblée.

Le citoyen Mazure demande l'élection au chef-lieu; il craint que dans de petites localités, les élections ne soient viciées par les influences de clocher : « Si nous avons de mauvaises élections, nous serons obligés de recommencer le 24 février. »

De toutes parts : Nous recommencerions.

Le citoyen Mazure ajoute qu'il a été obligé de quitter le département de la Sarthe à cause de ses opinions républicaines qui le signalaient à l'animosité des paysans. Il affirme que si Ledru-Rollin se présentait au Mans, il serait porté en triomphe, tandis que dans les campagnes environnantes il serait probablement poursuivi.

Le citoyen président reproche à l'assemblée de ne pas écouter les prolétaires avec assez de bienveillance. Ce que vient de dire le citoyen Mazure est exactement vrai, l'esprit des provinces est déplorable.

Le citoyen Cavelier dit qu'on a fait arrêter au Havre un bon républicain, et que les aristocrates sont toujours les mêmes.

Le citoyen Garaud, du club des Quinze-vingts, demande le nom du candidat que la société des Droits de l'homme porte à l'Assemblée constituante.

Le citoyen président prie l'orateur d'engager son club à envoyer des délégués auprès du Comité révolutionnaire; il lui explique le but du Club des clubs et fait ressortir la nécessité de l'union et de l'entente entre tous les démocrates.

Le citoyen Guyon proteste contre cette manière de procéder : « Comment! le club du faubourg du Roule a des délégués au Comité révolutionnaire, il en connaît les travaux, il vote sur les noms qu'on admet ou qu'on rejette, et malgré les décisions préalables du Club des clubs, il colporte partout une liste de trente-quatre noms dont plusieurs déjà ont été repoussés! On n'arrive, en agissant ainsi, qu'à diviser les votes et faire le plus grand tort à la cause démocratique.

Le citoyen Potard, membre de l'assemblée de la Fraternité de l'Yonne, trouve surprenant que la liste présentée ne porte pas le nom du citoyen Savary.

Le citoyen Villain explique que les candidatures d'ouvriers sont renvoyées à leurs corporations pour y être examinées avec connaissance de cause. Il raconte que le citoyen Savary s'est présenté comme le représentant de la corporation des cordonniers. Il lui a dit qu'il disposait de 40 000 voix; mais depuis, plusieurs personnes se sont appuyées sur les mêmes titres; l'on ne sait vraiment à quoi s'en tenir. C'est pourquoi les candidatures d'ouvriers sont soumises à l'examen de leurs corporations, qui connaissent mieux que nous les hommes dignes de les représenter. En nous prêtant mutuellement les moyens dont nous pouvons disposer, nous arriverons nécessairement à un bon résultat.

Le citoyen Potard se plaint que la bourgeoisie règne dans le département de l'Yonne. Dans tous les clubs où les ouvriers se présentent comme candidats, ils sont hués, sifflés, quelquefois mis dehors. Cet état de choses ne peut durer; il prie la société de lui donner les moyens de le faire cesser.

Le citoyen président lui répond que quand on a formé le club, on a commencé par organiser une cinquantaine de sectionnaires dévoués; puis quand les séances ont commencé et que des interrupteurs, des réactionnaires, ont voulu troubler l'ordre des discussions, on les a mis tout simplement à la porte. Du reste, on pourra donner au citoyen Potard les instructions nécessaires pour arriver à un résultat semblable.

Faits divers.

Le chiffre exact des dettes de l'ancienne liste civile commence à être connu. Il approche de 40 millions, dont 20 millions sont réclamés par des particuliers et 20 millions par le Trésor.

Il paraît qu'il sera assez difficile de satisfaire, quant à présent, au paiement de ces dettes, par la difficulté de vendre promptement et sans de trop grands mécomptes le domaine privé, qui d'ailleurs n'est frappé que de séquestre et sur le sort duquel l'Assemblée nationale devra statuer.

L'ancien domaine privé représente un chiffre de 200 millions. La succession de madame Adélaïde, dévolue aux princes de Joinville et de Montpensier, est estimée 60 millions, plus 20 millions légués au duc de Nemours, au comte de Paris et à diverses personnes. La succession de Condé, échue au duc d'Aumale, monte à 100 millions environ.

— Le ministre de l'instruction publique et des cultes a décidé que le registre des inscriptions pour le troisième trimestre de l'année scolaire 1847-48 restera ouvert dans les Facultés de droit et de médecine jusqu'au 6 mai inclusivement, afin de faciliter l'exercice de leurs droits civiques aux étudiants qui s'étaient rendus dans leur domicile légal avant le 9 avril, époque primitivement fixée pour les élections générales.

Le rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Domiette, 2.